

À LA DROITE DE LA DROITE :

Longévité et hybridité du mouvement Nation

Article écrit en avril 2023

Le développement de l'extrême droite est pour le moins contrasté en Belgique. Si elle constitue une force politique majeure en Flandre, elle demeure aux marges du système partisan ailleurs dans le pays. Pourtant, des formations d'extrême droite essaient de s'y implanter aussi depuis de nombreuses années. Incapables de s'y développer, elles ont généralement une espérance de vie plutôt limitée. Fondé en 1999, le mouvement Nation fait figure d'exception. Sur la base d'un important corpus d'archives, cette recherche questionne la capacité de survie de Nation dans ce paysage en perpétuelle recomposition et suggère que c'est la nature hybride de Nation qui lui garantit cette longévité. En effet, il ancre à la fois son action dans le champ électoral et l'activisme politique traditionnel, d'une part, et dans l'extrémisme de droite, d'autre part. En démontrant à quel point une organisation politique se situant à la droite de la droite peut revêtir un caractère hybride, cet article propose de décloisonner la compréhension de phénomènes liés à l'extrême droite et de mieux saisir les interpénétrations entre eux.

Mots clés :

Nation ;
Nationalisme révolutionnaire ;
Extrême droite ;
Extrémisme de droite ;
Solidarisme.

.....

Benjamin Biard (Dr.) est chargé de recherches au Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP) et chargé de cours invité à l'UCLouvain. Ses principaux intérêts de recherche couvrent la vie politique belge, les partis politiques, la démocratie et l'extrême droite.

Yves Rogister est historien et politologue. Actuellement détaché auprès du SPF Intérieur, il est également maître de conférences à l'Université de Liège. Ses domaines de compétences sont les extrémismes de droite et de gauche, l'extrémisme « antisystème » et l'activisme animalier/environnemental.

1. Introduction

L'extrême droite belge connaît un destin paradoxal.¹ Force politique majeure en Flandre, particulièrement depuis des élections locales de 2018 puis du scrutin multiple de 2019, elle demeure marginale du côté francophone du pays. Pourtant, des formations d'extrême droite tentent de s'y implanter depuis de nombreuses années : le Parti des forces nouvelles (PFN), le Front national (FN), le Front nouveau de Belgique (FNB), Agir, Nation, le Parti populaire (PP), etc. Incapables de s'y développer, la plupart ont une espérance de vie plutôt limitée. Le mouvement Nation fait figure d'exception à cet égard. Fondé en 1999, il présente régulièrement des listes à l'occasion de scrutins – du niveau local au niveau national – et parvient à se maintenir dans le paysage politique francophone, et ce malgré des résultats systématiquement décevants.

La présente recherche propose de questionner la capacité de survie de Nation dans ce paysage en perpétuelle recomposition. Sur la base de l'analyse d'un large corpus d'archives – à la fois électorales, journalistiques mais aussi issues directement de l'organisation étudiée, notamment à travers les réseaux sociaux –, elle étudie la nature hybride de Nation et suggère que c'est elle qui lui garantit sa longévité. Plus

.....

¹ Benjamin Biard et Jean Faniel, « L'extrême droite aux élections du 26 mai 2019 : toujours ce paradoxe belge... », *Les@nalyse*s du CRISP en ligne, 1er juillet 2019, www.crisp.be.

spécifiquement, cette organisation ancre à la fois son action dans le champ électoral et l'activisme politique traditionnel, d'une part, et dans l'extrémisme de droite, d'autre part. Ce dernier est notamment caractérisé par son rapport désinhibé à la violence – appelée, commise ou justifiée.

L'article revient d'abord sur les notions d'extrême droite et d'extrémisme de droite. S'il s'agit de notions couramment mobilisées en science politique et, plus globalement, au sein de la société, elles demeurent en effet difficiles à saisir. Il revient ensuite, en deux temps, sur l'historique du parti et les évolutions électorales qu'il connaît depuis sa fondation en 1999. Il propose en outre des clés de compréhension quant à la faiblesse électorale de Nation. Après, une analyse du mouvement Nation sous l'angle de l'extrémisme politique est proposée, et ce afin de mieux cerner sa nature et sa capacité à se maintenir. De manière générale, cette étude permet de mieux saisir la nature hybride de certaines formations politiques et ouvre la voie à de futures recherches permettant d'appréhender plus en profondeur la frontière – parfois pas si étanche – entre extrême droite et extrémisme de droite.

La situation étudiée dans cette étude est celle arrêtée au 1er janvier 2023.

2. Extrême droite et extrémisme de droite : deux concepts distincts

Les notions d'extrême droite et d'extrémisme de droite sont pour le moins complexes. Pour cause, les concepts sont déjà anciens et les définitions nombreuses. Par ailleurs, ils sont tantôt utilisés dans un but de délégitimation politique, tantôt dans un objectif d'analyse scientifique ou journalistique, tantôt dans une perspective d'encadrement légal. D'ailleurs, les labels eux-mêmes ne font pas l'objet d'un consensus et nombreuses sont les notions à entrer en concurrence les unes avec les autres : extrême droite, extrémisme de droite, populisme de droite radicale, néo-nazisme, néo-fascisme,... Cependant, la plupart des auteurs s'accordent pour décrire le phénomène sous étude comme étant une idéologie.²

Plusieurs tentatives de stabilisation de ces concepts ont été proposées ces dernières années. Celle d'Andrea Pirro, dans la foulée des travaux de Cas Mudde,³ est particulièrement éclairante. Dans un récent article, il considère que la notion de *far right* est un concept parapluie qui englobe « à la fois le populisme de droite radicale et l'extrémisme de droite ».⁴ Selon cet auteur, la différence principale entre ces deux dernières notions tient dans leur rapport à la démocratie : alors que le populisme de droite radicale met sous tension le pilier libéral des démocraties occidentales contemporaines, l'extrémisme de droite rejette plus fondamentalement la démocratie et entretient un rapport désinhibé à la violence – appelée, commise ou justifiée.

En droit belge, la distinction entre ces notions a été consacrée à travers plusieurs lois. Une des premières d'entre elles est la loi organique des services de renseignement et de sécurité du 30 novembre 1998.⁵ En son article 8, alinéa 1, cette loi définit l'extrémisme comme suit : « Les conceptions ou les visées racistes, xénophobes, anarchistes, nationalistes, autoritaires ou totalitaires, qu'elles soient à caractère politique, idéologique, confessionnel ou philosophique, contraires, en théorie ou en pratique, aux principes de la démocratie ou des droits de l'homme, au bon fonctionnement des institutions démocratiques ou aux autres fondements de l'État de droit ». La loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace⁶ considère quant à elle la menace extrémiste sur la base de cette définition.

2 Cas Mudde, *The ideology of the extreme right* (Manchester: Manchester University Press, 2002), 10.

3 Cas Mudde, *The far right today* (Cambridge: Polity Press, 2019).

4 Andrea Pirro, « Far right : the significance of an umbrella concept. » *Nations & Nationalism*, (2022): 7.

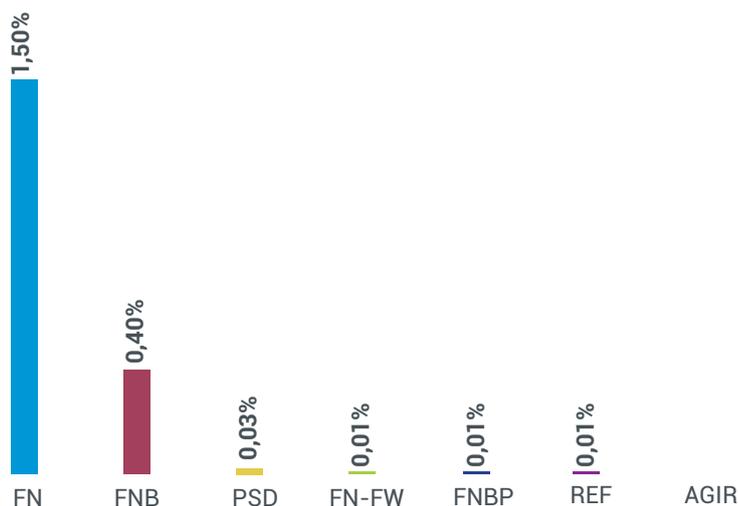
5 *Moniteur belge*, 18 décembre 1998.

6 *Moniteur belge*, 20 juillet 2006.

Si les concepts de populisme de droite radicale et d'extrémisme de droite sont donc bien distincts, trop peu nombreuses sont les recherches qui portent sur l'intersection entre elles. Ainsi, lorsque A. Pirro schématise les différentes notions susmentionnées, il le fait à travers deux cercles concentriques qui se rapprochent mais ne se chevauchent pas. Le présent article pose l'hypothèse selon laquelle certaines organisations peuvent au contraire ancrer à la fois leur action dans le champ électoral et l'activisme politique traditionnel (populisme de droite radicale), d'une part, et dans l'extrémisme de droite, d'autre part.

3. Historique du parti et évolutions électorales : de 1999 à 2010

Nation est un parti fondé le 11 septembre 1999, à l'occasion des « États généraux du nationalisme », à Bruxelles, par des militants issus de l'ex-groupuscule d'extrême droite L'Assaut (1988-1993) et du Front nouveau de Belgique (FNB). Alors que la création de cette organisation est préparée depuis un an, c'est véritablement suite au scrutin multiple du 13 juin 1999 que celle-ci voit le jour, à l'initiative d'Hervé Van Laethem et de plusieurs de ses proches. En effet, lors des élections législatives de 1999, l'extrême droite francophone est particulièrement divisée et en paye le prix (cf. graphique 1). Outre le Front national (FN), qui enregistre un ressac électoral avec 1,5 % des suffrages obtenus à l'échelle nationale (soit – 0,8 %), des listes sont déposées par le FNB (0,4 %), le Parti social-démocrate (PSD, 0,03 %), le Front national-fédération wallonne (FN-FW, 0,01 %), le Front de la nation belge-Parti (FNBP, 0,01 %) et Référendum (REF, 0,01 %).⁷ Agir, qui était la principale formation rivale du FN lors du scrutin législatif de 1995, ne présente quant à lui aucun candidat. D'emblée, Nation entend « [se] différencier de la vieille 'extrême droite', en particulier sur les thèmes utilisés, mais aussi en descendant dans la rue ».⁸



Graphique 1 : L'extrême droite lors des élections législatives (Chambre des représentants) du 13 juin 1999

⁷ Pierre Blaise, « Les résultats des élections législatives du 13 juin 1999, I. La Chambre et le Sénat. » *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 1653-1654, (1999).

⁸ Nation, www.nation.be.

Le parti est encore jeune lors des élections communales du 8 octobre 2000 et décide de ne pas présenter de listes afin d'assurer sa propre survie politique. Toutefois, Nation dépose ses premières listes électorales dans les circonscriptions de Hainaut et de Bruxelles-Hal-Vilvorde à l'occasion des élections législatives du 18 mai 2003. Il obtient 0,06 % des suffrages valablement exprimés à l'échelle nationale. Parmi les partis d'extrême droite, il obtient un résultat inférieur à celui du Vlaams Blok (VB, 11,6 %), du FN (2,0 %) ou encore du FNB (0,1 %).

Si Nation ne dépose pas de listes lors des élections régionales du 13 juin 2004, il présente des candidats en vue des élections communales de 2006. Se présentant en cartel avec le FNB, le parti obtient un élu à Verviers, en la personne de Madeleine Wayaffe (élue avec 462 voix).⁹

Nation ne dépose pas de listes lors des élections législatives du 10 juin 2007. À l'occasion des élections régionales du 7 juin 2009, une seule liste est déposée, en Région de Bruxelles-capitale. Celle-ci est menée par Pascal Cornet et ne compte que 7 candidats effectifs, dont 6 sont repris parmi les 7 suppléants.¹⁰ Avec 0,1 % des suffrages (soit 471 voix), le résultat est considéré par le parti lui-même comme étant « très décevant ».¹¹

Suite aux mauvais résultats enregistrés par le parti lors des élections de 2009, un congrès est organisé par Nation. Il procède à un changement au sein de la direction du parti. Ne rassemblant qu'une quinzaine de militants, ce congrès questionne notamment la survie politique de Nation. H. Van Laethem lui-même se montre pessimiste à cette occasion. Non découragés par la marginalité électorale dans laquelle le parti est plongé, plusieurs militants du parti entendent poursuivre le combat politique, notamment sur le plan de l'activisme de terrain et en mobilisant les nouveaux outils numériques à leur disposition.

Le scrutin fédéral anticipé du 13 juin 2010 n'est guère plus concluant que le précédent pour Nation. Alors que, à l'initiative du député européen et vice-président du Front national français, Bruno Gollnisch, une alliance est nouée entre Nation, deux courants du FN belge, la Fédération des nationalistes wallons (FNW) et le Front démocratique bruxellois (FDB) derrière l'appellation FN, l'extrême droite ne parvient pas à conserver le siège obtenu par le FN lors des élections législatives précédentes.

4. Historique du parti et évolutions électorales : de 2010 à nos jours

Nation dépose quatre listes lors des élections communales et provinciales du 14 octobre 2012. Les résultats engrangés à cette occasion sont jugés « significatifs » par le parti.¹² Ainsi, au niveau communal, il obtient 1,2 % à Charleroi, 4,5 % à Evere et 1,2 % à Forest. Dans le district de Charleroi pour le scrutin provincial, Nation obtient en outre 1,5 % des suffrages valablement exprimés. Pour autant, il ne remporte aucun siège, que ce soit au niveau communal ou provincial.

Alors que la direction du parti est assurée par un trio rassemblant un secrétaire général, un secrétaire politique et un porte-parole pendant de nombreuses années, Nation connaît une réorganisation interne en 2014 et prévoit désormais l'élection d'un président dont le mandat – renouvelable une seule fois – est fixé à deux ans.

9 Décédée en 2009, Guy Amen lui succède alors. Ce dernier perd le droit de siéger au conseil communal après que l'administration communale s'est rendu compte de son déménagement à Dison.

10 Pierre Blaise, Vincent de Coorebyter, Jean Faniel et Caroline Sägesser, « La préparation des élections régionales, communales et européennes du 7 juin 2009. » *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2022-2023, (2009).

11 *Nation*, www.nation.be.

12 *Nation*, www.nation.be.

Jean-Pierre Demol – déjà actif au sein du trio sortant et seul candidat en lice – est élu président de Nation lors d'un congrès. En réalité, cette évolution est dictée par le faible nombre de personnes souhaitant s'investir dans la direction du parti.

Nation participe au scrutin fédéral du 25 mai 2014, cette fois en son propre nom. Le parti dépose des listes dans quatre circonscriptions wallonnes (toutes à l'exception de celle du Luxembourg) et dans celle de Bruxelles-Capitale. Au total, il obtient 0,2 % des votes valablement exprimés à l'échelle nationale (soit 10 216 voix). Au niveau régional, Nation dépose des listes dans 7 circonscriptions. Il obtient 0,5 % pour l'élection du Parlement wallon (10 839 voix) et 0,3 % (soit + 0,2 % par rapport à 2009) pour l'élection du Parlement bruxellois (1360 voix, contre 471 en 2009).

L'année 2014 n'en demeure pas moins importante pour le parti. En effet, lors du scrutin européen de mai 2014, le « parti-frère » de Nation en Allemagne, le Parti national-démocrate (NPD), parvient à obtenir un siège de député européen pour la première fois de son histoire. C'est Udo Voigt, ancien président du NPD (1996-2011), fils d'un ancien membre de la SA (organisation paramilitaire du parti nazi) et plusieurs fois condamné par la justice pour incitation à la violence ou à la haine raciale, qui est élu à ce poste.¹³ Dans la foulée, U. Voigt contacte plusieurs présidents de parti d'extrême droite européens – dont Nation – et leur propose de former un parti politique paneuropéen. L'objectif est alors de constituer une forme « d'internationale d'extrême droite » mais aussi de bénéficier d'un important soutien financier du Parlement européen. C'est ainsi que, quelques mois plus tard, l'Alliance pour la paix et la liberté (APL) est créée. Dès sa fondation, elle rassemble notamment Aube dorée (Grèce), Forza Nuova (Italie), Nation (Belgique) et le NPD (Allemagne). Grâce à un subside de 600 000 euros obtenu en 2016, l'APL se dote d'un local dès le 19 avril 2016, au 22 square de Meeûs à Ixelles. Rapidement, l'APL fait face à un intense activisme antifasciste.¹⁴ Le mouvement Bruxelles – Zone Antifasciste (BZA), qui voit le jour pour l'occasion, indique notamment : « Ce local est un danger pour tous ceux qui ne correspondent [pas] à leur ordre de fer blanc et chrétien et nous sommes nombreuses et nombreux à ne pas rentrer dans ce projet : immigré-e-s, sans-papiers, musulman-e-s, juif-ve-s, progressistes, LGBT, syndicalistes, ... Nous n'attendons pas qu'un drame se produise dans notre ville. Nous ne les laisserons pas s'implanter dans nos quartiers. Nous ne leur laisserons plus jamais l'occasion de mettre en application leur idéologie ».¹⁵ Ne bénéficiant plus d'un subside du Parlement européen, l'APL quitte son local à la fin de l'année 2017. Le parti d'extrême droite paneuropéen se maintient toutefois en vie.

Quelques mois plus tard, en septembre, H. Van Laethem succède à J.-P. Demol à la présidence du parti. Il s'y maintient jusqu'en 2020.

En 2017, en Belgique, le parti Nation, le Parti des Pensionnés et le groupe Agir ensemble forment une « coordination patriotique ». Si celle-ci n'a pas vocation à se substituer aux différents partis y prenant part, elle vise à les fédérer afin de déposer le plus grand nombre de listes « d'extrême droite » lors des élections communales à venir. En janvier 2018, cette coordination rassemble en outre les partis Nouvelle Wallonie Alternative (NWA) et Nieuw Solidaristisch Alternatief (N-SA). Néanmoins, cette tentative de rassemblement avorte à la veille du dépôt des listes électorales.¹⁶ Des listes Nation sont finalement déposées dans treize communes, soit à Anderlecht, Ans, Beloeil, Couvin, Evere Fernelmont, Momignies, Namur, Péruwelz, Saint-Hubert, Tournai, Verviers et Viroinval. Nation dépose en outre une liste com-

13 Benjamin Biard, « L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019), » dans *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2420-2421, (2019) : 8.

14 Benjamin Biard, « La lutte contre l'extrême droite en Belgique II. Cordon sanitaire médiatique, société civile et services de renseignement. » *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2524-2525, (2021) : 27.

15 Bruxelles – Zone Antifasciste, <https://bxlzoneantifasciste.wordpress.com>.

16 Pierre Blaise, Vaïa Demertzis, Jean Faniel, Cédric Istasse et John Pitseys, « La préparation des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018, » *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2381-2382, (2018).

mune avec la NWA à Charleroi. Avec des scores compris entre 0,7 % (à Verviers) et 3,3 % (à Couvin), Nation ne décroche aucun mandat. Au niveau provincial, le parti d'extrême droite dépose sept listes, réparties dans les provinces de Hainaut, de Liège et de Namur, ainsi qu'une liste NWA-Nation, dans le district de Charleroi. Avec des scores inférieurs à 1,0 %, il ne remporte aucun siège à ce niveau non plus.

En janvier 2019, alors que Nation est particulièrement actif au sein du mouvement des gilets jaunes, H. Van Laethem annonce avoir déposé la marque « gilets jaunes » auprès de l'Office du Benelux pour la propriété intellectuelle (OBPI) afin d'avoir le monopole de celle-ci au sein des trois pays concernés et d'éviter toute récupération politique par des concurrents dans la perspective des élections à venir.

Lors des élections législatives de 2019, Nation dépose des listes dans quatre circonscriptions wallonnes (toutes sauf le Brabant wallon) ainsi que dans la circonscription de Bruxelles-Capitale. Il obtient 0,2 % des suffrages valablement exprimés à l'échelle nationale. Il conserve donc son score obtenu cinq ans plus tôt. Pour le scrutin régional, il dépose des listes dans cinq circonscriptions wallonnes ainsi qu'à Bruxelles. Il décroche respectivement 0,5 % et 0,3 % des voix en Wallonie et à Bruxelles. Les résultats sont alors jugés « clairement décevants » par le parti.¹⁷

Nation connaît des turbulences internes durant l'année 2019. Ainsi, le 13 décembre, une scission est opérée et donne lieu à la fondation du Parti national européen (PNE). Les anciens militants de Nation qui créent ou rejoignent cette nouvelle formation estiment notamment qu'il est nécessaire de renouveler l'image de l'extrême droite en Belgique francophone et de la « dédiaboliser ». Se présentant d'emblée comme étant solidariste, le PNE entend notamment défendre une identité européenne homogène « de Dublin à Vladivostok »,¹⁸ militer pour une « immigration zéro » et s'opposer à la mondialisation. Son programme rejoint largement celui de Nation. Alors que le congrès fondateur du PNE doit se tenir à Gilly le 25 janvier 2020, celui-ci est perturbé par une action initiée par la FGTB Charleroi-Sud Hainaut et dont l'objectif est de bloquer l'entrée du local où doit alors se tenir la réunion. Si le congrès peut finalement avoir lieu après l'intervention des forces de l'ordre, le PNE rencontre néanmoins d'importantes difficultés à se structurer. D'août à octobre 2020, le parti est inactif, y compris sur les réseaux sociaux. En décembre 2021, il décide de rejoindre le nouveau parti Chez Nous, fondé quelques mois plus tôt par Jérôme Munier et Grégory Vanden Bruel.

Le 26 septembre 2020, Nation tient un congrès lors duquel une élection visant à renouveler la présidence est organisée. À cette occasion, H. Van Laethem et Nancy Van Den Eede sont élus à la co-présidence du parti. Un an plus tard, le 12 septembre 2021, le quatorzième congrès du parti rassemble une soixantaine de délégués et membres. Il est alors considéré comme étant un « incontestable succès ». ¹⁹ A nouveau, il est l'occasion de renouveler la présidence de la formation. N. Van Den Eede est élue à l'unanimité. J.-P. Demol, quant à lui, reçoit le titre de président d'honneur.

En février 2021, un autre cadre de Nation quitte le parti, à savoir Myriam Gravis, alors directrice de la communication au sein de l'organisation. Celle-ci entend relancer une autre organisation d'extrême droite : La Meute.

Durant la crise sanitaire de Covid-19, Nation voit le nombre de ses membres actifs décroître et la motivation de ces derniers s'affaiblir. Lors de son congrès du 8 octobre 2022 – à l'occasion duquel il est décidé de poursuivre le combat politique et militant et lors duquel Ann Franquet succède à N. Van Den Eede à la présidence du parti – seule une petite trentaine de participants est par exemple dénombrée.

17 Nation, www.nation.be.

18 A travers cette expression tirée de l'ouvrage « L'Empire euro-soviétique de Vladivostok à Dublin », l'influence de Jean Thiriart est bien présente dans le programme du PNE.

19 Nation, www.nation.be.

5. Les causes d'une marginalité électorale

La marginalité électorale dans laquelle est plongé le parti Nation depuis sa fondation trouve plusieurs explications. La première d'entre elles porte sur la concurrence qui caractérise le paysage partisan d'extrême droite en Belgique francophone. Ainsi, l'extrême droite se retrouve systématiquement fragmentée lors des rendez-vous électoraux. Malgré certaines opérations visant à l'unifier – par exemple à travers la « coordination patriotique » initiée en 2017-2018 (cf. *supra*) –, celles-ci s'avèrent le plus souvent vaines et sans effets. Par conséquent, les voix de l'extrême droite sont le plus souvent éparpillées. Lors du scrutin fédéral du 26 mai 2019, trois partis francophones issus de l'extrême droite traditionnelle se présentent ainsi au suffrage des électeurs wallons : Agir, Les Belges d'abord et Nation. En outre, le Vlaams Belang (VB) dépose des listes dans l'ensemble des circonscriptions francophones à cette occasion. Lors des élections du 25 mai 2014, la tendance est encore plus nette. Pas moins de cinq partis d'extrême droite francophone peuvent en effet être dénombrés : Faire place nette, Wallonie d'abord, Nation, le Front wallon et la Nouvelle Wallonie alternative. Au-delà des concurrences à proprement parler, la scission que connaît Nation en 2019 contribue à affaiblir le parti, voyant une part non négligeable de ses cadres et membres rejoindre le PNE (puis, ultérieurement et pour certains d'entre eux, le parti Chez Nous).

À l'instar du Parti des forces nouvelles (PFN) qui se voit concurrencé par le Front national dès 1985, l'action de Nation s'inscrit en outre entre activisme et électoralisme. La voie électorale n'est ainsi pas la seule à être défendue par le parti. Et pour cause, celui-ci se reconnaît comme étant révolutionnaire. Cela génère des frustrations, voire des tensions, menant à un découragement, une démobilisation, voire à un départ vers d'autres formations politiques.

Relevons également la faiblesse des moyens financiers et humains qui caractérise Nation et qui contribue à réduire sa visibilité.

Ensuite, le cordon sanitaire médiatique en vigueur en Belgique francophone depuis le début des années 1990²⁰ prive les partis d'extrême droite – dont Nation – d'une possibilité de se faire connaître et de répandre largement leurs idées. Par ailleurs, il participe à contrer les tentatives de banalisation de l'extrême droite. En ce sens, il impacte considérablement le destin électoral de ces formations.²¹

L'importante mobilisation de la société civile face à l'extrême droite doit aussi être appréhendée pour comprendre les causes de son insuccès électoral. Par son activisme – notamment, mais pas seulement, antifasciste²² –, elle contribue non seulement à démasquer les idées d'extrême droite mais aussi à empêcher les organisations qui portent de telles idées de se structurer. Les mobilisations qui se déploient suite à la location d'un local à Ixelles par l'APL ou lors du premier congrès du PNE (cf. *supra*) en sont deux illustrations.

Enfin, plusieurs activistes au sein du mouvement admettent qu'il n'est pas aisé de s'investir publiquement au sein de Nation, de crainte des répercussions sur le plan privé, scolaire ou professionnel.

20 Il s'agit d'une pratique auto-régulatoire appliquée par la RTBF dès décembre 1991. Petit à petit, le cordon sanitaire médiatique est appliqué par d'autres médias, gagne en légitimité (notamment auprès d'acteurs judiciaires) et acquiert un statut légal en Belgique francophone.

21 Léonie De Jonge, « The curious case of Belgium: why is there no right-wing populism in Wallonia ? » *Government and Opposition* 56, no. 4, (2020): 598-614.

22 À propos de l'impact de l'activisme antifasciste sur l'extrême droite, cf. Jonathan Arlow, « Antifa without fascism: the reasons behind the anti-fascist movement in Ireland. » *Irish Political Studies* 35, no. 1 (2020): 115-137 ; Nick Copsey. *Anti-fascism in Britain*. 2e ed. (Londres: Routledge, 2017).

6. Nation : un mouvement extrémiste

Au moins cinq marqueurs peuvent être distingués afin de cerner la nature extrémiste de Nation : ses origines, sa communication, les références qu'il mobilise, ses liens en Belgique et à l'étranger ou encore sa pratique politique. Les paragraphes suivants visent à confronter le parti étudié à chacun de ces marqueurs.

6.1. Les racines historiques et idéologiques de Nation

a) Aux origines : H. Van Laethem et L'Assaut

Dans les années 1980 et 1990, H. Van Laethem est un sous-officier de carrière au sein des Forces armées belges qui poursuit en parallèle un engagement politique débuté assez jeune, notamment au sein du Vlaamse Militanten Orde (VMO). Ce groupe flamingant violent, proche des anciens milieux collaborationnistes flamands, participe à des rassemblements néo-nazis internationaux. Après plusieurs condamnations,²³ la Cour d'Appel de Gand le sanctionne en 1983 pour infraction à la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées²⁴, provoquant sa dissolution.²⁵

Fondé en 1988 notamment par H. Van Laethem au départ de la branche bruxelloise (francophone) du VMO, L'Assaut est un groupe néo-nazi, antisémite et négationniste qui emprunte son nom au journal de l'organisation de jeunesse du parti collaborationniste belge francophone Rex²⁶. Depuis l'Espagne où il vit en exil, l'ex-leader de Rex, Léon Degrelle, apporte en outre son parrainage à L'Assaut²⁷.

Jusqu'en 1993, L'Assaut commet plusieurs actions violentes contre des militants d'extrême gauche et anti-racistes et contre des migrants, entraînant plusieurs condamnations judiciaires. Soulignons surtout un violent incident qui oppose trois membres du groupe – dont H. Van Laethem – à des militants du Parti du Travail de Belgique (PTB) et des migrants à la gare des Guillemins, à Liège, le 22 mars 1992²⁸. Devant la perspective de condamnations judiciaires multiples – notamment sur la base de la loi interdisant les milices privées – L'Assaut s'auto-dissout en 1993.

b) Le « nationalisme révolutionnaire »

Dès sa fondation, Nation proclame son orientation idéologique : le « nationalisme révolutionnaire » (NR). Dans le contexte français avec lequel H. Van Laethem et Nation interagissent, le nationalisme révolutionnaire est un courant du néofascisme né de l'échec français de la Guerre d'Algérie et des autres indépendances conquises sur la colonisation française.²⁹ Les nationalistes révolutionnaires tentent dès les années 1960 des rapprochements avec les régimes nationalistes autoritaires nés

.....
23 Pour des attaques contre des migrants, des militants de gauche (radicale) et des francophones.

24 *Moniteur belge*, 7 août 1934.

25 Dans les faits, le VMO poursuit néanmoins certaines de ses activités jusqu'à la fin des années 1980.

26 La Jeunesse Légionnaire fournira un vivier de recrutement à la Légion (puis Division SS) Wallonie qui combattra sous l'uniforme allemand sur le Front de l'Est durant la Seconde Guerre Mondiale. Cf. Bruno De Wever, « Mouvements de Jeunesse », *Belgium WWII*, www.belgiumwwii.be.

27 H. Van Laethem a d'ailleurs rendu visite à L. Degrelle en Espagne.

28 Des coups ont été portés aux militants du PTB et aux migrants qui s'apprêtaient les uns et les autres à prendre le train pour se rendre à une manifestation à Bruxelles. Du spray au poivre et des armes par procuration ont été utilisés contre eux. Alors que les militants de L'Assaut étaient eux-mêmes suivis depuis Bruxelles par des policiers en civil, ils ont été poursuivis et appréhendés par ceux-ci, avec l'aide de la police locale. Face à la résistance violente opposée par les membres de L'Assaut, l'un des policiers a même fait usage de son arme et un des extrémistes de droite a été blessé à la suite de cet incident, H. Van Laethem a passé 45 jours en détention.

29 Nicolas Lebourg, « Qu'est-ce que le nationalisme révolutionnaire ? » *Fragments sur les Temps Présents*, 7 juin 2013, www.tempsresents.com.

des indépendances (en particulier arabes) partageant avec eux des valeurs communes : rejet des Etats-Unis, de l'OTAN, d'Israël et du sionisme, du modèle démocratique occidental et du capitalisme. Ils défendent des positions économiques et sociales classées à la gauche de l'échiquier politique mais aussi un culte du chef et/ou du parti unique. Ils promeuvent une communauté ethnique et culturelle spécifique incarnée dans une définition fermée de la « Nation » et rejettent l'immigration dite « de masse ». Ils défendent un racisme renouvelé sur un plan théorique, où la revendication d'une supériorité biologique est abandonnée au profit de la revendication d'un « ethno-différentialisme » basé sur une stricte séparation des ethnies et la haine absolue de la mixité ethnique et culturelle imposée par la « mondialisation ». Après 1989 et l'effondrement de l'URSS, la recherche d'une « troisième voie » demeure, la mouvance cherchant à se distinguer pareillement du communisme et du modèle démocratique/capitaliste.

Si le nationalisme révolutionnaire emprunte certaines conceptions, certaines stratégies³⁰ et, plus encore, une certaine terminologie à l'extrême gauche, il s'agit bien d'un néofascisme.

En Belgique et chez Nation en particulier, le nationalisme révolutionnaire doit beaucoup à l'œuvre du Belge Jean Thiriart, fondateur en 1960 de Jeune Europe, qui sera la matrice de nombreux mouvements nationalistes révolutionnaires en Europe et en Belgique.³¹ Comme J. Thiriart et les autres nationalismes révolutionnaires, Nation défend l'idée d'une communauté de destin géopolitique de l'Atlantique à Vladivostok, incluant la Russie aux côtés d'une confédération politique européenne débarrassée de l'Union européenne, de l'OTAN et de l'influence des Etats-Unis. À la suite de J. Thiriart et des nationalistes révolutionnaires, Nation et H. Van Laethem cherchent à multiplier les contacts avec des régimes arabes dits « révolutionnaires »³² et prendre fait et cause pour la Palestine contre Israël.

c) Identitarisme, islamophobie et belgicisme

Inspiré par des considérations électorales, Nation adopte un discours islamophobe et « identitaire », mettant en avant la défense des traditions européennes, païennes et judéo-chrétiennes face à la menace que représenterait la complaisance des décideurs politiques vis-à-vis des revendications « communautaristes ». Également dans le but de « ratisser plus large », Nation se présente comme étant « belge », défendant l'unité du pays face aux velléités régionalistes/indépendantistes et rendant régulièrement hommage aux patriotes morts pour la Belgique.³³

6.2. De la communication du mouvement

Les principaux outils de communication de Nation et les propos officiels tenus par ses dirigeants successifs développent un discours globalement lisse et policé, en phase avec la démarche électorale et avec l'activisme politique traditionnel. Cependant, de certains propos tenus et de certains événements organisés, émergent des références idéologiques et historiques qui différencient Nation d'une « simple » formation populiste de droite radicale et relie le mouvement à une tradition davantage extrémiste.

30 Le « léninisme de droite ».

31 J. Thiriart tenta, avec sa doctrine de « nationalisme communautaire » d'élaborer une synthèse entre le nationalisme révolutionnaire et l'idée d'un nationalisme européen qui était en gestation chez certains mouvements collaborationnistes durant la Seconde Guerre mondiale et qui connaîtra un nouvel élan avec la Conférence de Malmö de 1951 lors de laquelle est fondé par le *Mouvement Social Européen* d'obédience néo-fasciste. cf. Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg, *Les Droites Extrêmes en Europe* (Paris : Le Seuil, 2015), 96-110.

32 Tels que la Syrie des Al-Assad, l'Irak de S. Hussein, la Libye de M. Khadafi.

33 L'association féminine (qui est, à notre connaissance, une « coquille vide ») de Nation s'intitule d'ailleurs Cercle Gabrielle Petit, du nom de cette jeune résistante fusillée par l'occupant allemand en 1916 et devenue l'objet d'un culte national.

a) Le terme « révolutionnaire » dans le narratif de Nation

Nation s'inscrivant dans le courant idéologique du nationalisme révolutionnaire, le terme « révolution » apparaît régulièrement dans sa communication officielle. Il est d'ailleurs l'une des étiquettes (« tags ») qui permettent d'orienter la recherche d'articles sur son site web.

Au sens politique, la définition de « révolution » renvoie à une participation politique non conventionnelle,³⁴ à une rupture brutale et non négociée avec un ordre établi en vue du renversement d'un régime politique et d'un mode de gouvernement et leur remplacement. La violence n'est pas nécessairement liée aux épisodes révolutionnaires mais, sur un plan historique, elle leur est fréquemment associée. La révolution se distingue des réformes par la rapidité des changements imposés et les moyens utilisés pour y parvenir (non-négociés).

Le recours fréquent par Nation à des termes aussi connotés que « révolution » ou « révolutionnaire », associé à des diatribes récurrentes contre les « élites » et le « système », entre en résonance avec la définition de l'« extrémisme » telle que définie dans la loi du 30 novembre 1998 (cf. *supra*).

b) La célébration d'une tradition de violence insurrectionnelle

Le 7 février 2017, Nation coorganise, avec le NPD, une manifestation devant le siège bruxellois de la banque Rothschild, dénonçant le « Nouvel Ordre Mondial », la « finance internationale » et le candidat à l'élection présidentielle française Emmanuel Macron, ancien collaborateur de cette banque. La famille Rothschild est aux yeux des antisémites l'incarnation du « complot juif international ». Par ailleurs, même si cet élément n'apparaît pas explicitement dans l'annonce de la manifestation par Nation, le 7 février n'est pas une date anodine. En effet, les 6 et 7 février 1934, les « Ligues » extrémistes de droite marchèrent sur le Palais Bourbon, siège de l'Assemblée nationale, à Paris, dans le but de renverser la III^{ème} République.³⁵

Cette référence à une dynamique insurrectionnelle s'interprète comme une justification – voire une célébration – de la violation du cadre légal et démocratique.³⁶

c) Les hommages rendus à des personnalités extrémistes

En 2018, H. Van Laethem célèbre François Duprat (1940-1978), figure majeure de l'« ultra-droite » française des années 60 et 70, passée e.a. par le groupe terroriste OAS, les mouvements violents Occident et Ordre Nouveau. Auteur antisémite et négationniste, F. Duprat a aussi été le théoricien français du « nationalisme révolutionnaire ».³⁷ Il a en outre fondé et dirigé la Revue d'Histoire du Fascisme parue entre 1972 et 1978.³⁸ Plusieurs fois emprisonné, François Duprat était aussi un adepte de la violence de rue de type insurrectionnel. F. Duprat est mort assassiné en 1978.³⁹

Le 2 septembre 2022, Nation rend hommage à Jack Marchal, ancien membre d'Occident, membre fondateur du GUD en 1968 et de la direction politique d'Ordre

34 Nathalie Schifano, Olivier Paye, Vincent Legrand, Jérôme Jamin, Thierry Balzacq et Pierre Baudewyns, *Fondements de science politique*, 2e ed. (Louvain-la-Neuve : De Boeck, 2022), 500.

35 La police ouvrit le feu, tuant plusieurs manifestants et arrêtant net l'insurrection.

36 Jeune Nation, l'organisation de jeunesse de Nation, créée en février 2000, a également appelé à participer à un défilé organisé le 4 février 2023 à Paris par Les Nationalistes, le groupement d'Yvan Benedetti, dont l'intitulé est « Marche aux flambeaux du Six-Février. A bas les voleurs ! »

37 Valérie Igounet, *Le Front national. De 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées*. (Paris: Seuil, 2014), 469.

38 Revue qui entendait réhabiliter le fascisme.

39 François Duprat était encore mis à l'honneur lors des « 16èmes journées de la dissidence » organisées à Madrid les 4-5-6 novembre 2022 à l'initiative de la maison d'édition espagnole Fides et lors desquelles H. Van Laethem a pris la parole sur son dernier livre, traduit en espagnol.

Nouveau. Il est surtout connu comme l'auteur des « Rats noirs », série de BD nationalistes mettant en scène des rats engagés dans des actions violentes contre des militants de gauche ou des migrants.⁴⁰

d) Une symbolique partagée au sein de l'extrémisme de droite

La croix celtique – une croix affichée dans un cercle et dont les branches dépassent de celui-ci – est souvent mobilisée par Nation lors de ses actions. Il s'agit là d'un symbole traditionnellement mobilisé par les organisations extrémistes de droite. Le Mouvement d'Action civique (MAC) puis Jeune Europe (JE) contribuent à le populariser en Belgique francophone dès les années 1960. Ordre nouveau Belgique, le Front de la Jeunesse ou le Parti des forces nouvelles ont aussi largement recouru à ce symbole dans les années 1970 et 1980. Aujourd'hui encore, il est très présent au sein de l'extrémisme de droite au niveau international.

6.3. Les « dérapages »

Même si, de manière globale, la communication de Nation semble maîtrisée, il arrive que des militants voire des cadres du mouvement « dérapent » sur les réseaux sociaux.

Ainsi, dans un message posté sur sa page Facebook personnelle le 20 avril 2020, le secrétaire général de Nation, lui-même cofondateur du mouvement et ancien de L'Assaut, célèbre le 131^{ème} anniversaire de la naissance d'Adolf Hitler. En l'espace de 24 heures, son post est « liké » par 15 personnes, essentiellement des membres ou d'anciens membres de Nation.⁴¹ L'auteur ne sera pas sanctionné, à notre connaissance.

Parfois, c'est la communication de Nation elle-même qui « dérape », entraînant des poursuites judiciaires. Ainsi, le 7 juin 2006, le tribunal correctionnel de Bruxelles a-t-il condamné cinq dirigeants de Nation à des peines privatives de liberté assorties de sursis complets pour incitation à la haine et à la discrimination raciale. En cause : un tract distribué en 2001 dans plusieurs communes bruxelloises et wallonnes qui jetait la suspicion sur les candidats-réfugiés en les assimilant à des clandestins. Dessin à l'appui, le tract affirmait que les seuls papiers que ces personnes méritaient était du papier toilette.⁴²

Nation accueille aussi en son sein des personnes condamnées ou faisant l'objet de procédures judiciaires. Ainsi, en octobre 2020, les deux administrateurs de la page Facebook Identitaires Ardenne, Olivier Buys et Dimitri François, sont condamnés par le tribunal correctionnel de Neufchâteau, à une peine de prison ferme et à une amende pour avoir incité à la violence, à la haine et à la discrimination raciales.⁴³ O. Buys rejoint Nation dont il présidera un temps la section luxembourgeoise avant d'en démissionner suite à sa condamnation. O. Buys restera cependant membre de Nation qui, au nom de la « liberté d'expression », appellera à la solidarité financière avec ce dernier pour qu'il puisse être défendu en justice.⁴⁴

40 Nation, « Hommage à un bon et ancien camarade! », 2 septembre 2022 – www.nation.be.

41 Simon Harys, « Un dirigeant de Nation célèbre la naissance, il y a 131 ans, d'Adolf Hitler », *Le Journal de RésistanceS*, 21 avril 2020, www.resistances-infos.blogspot.com.

42 UNIA, www.unia.be.

43 Condamnations et peines confirmées en juin 2021 par la Cour d'Appel de Liège.

44 Nation, « Police de la pensée ? Nation solidaire avec Olivier Buys! », 24 février 2020 – www.nation.be.

6.4. Les liens avec des formations extrémistes en Belgique et à l'étranger

Certains liens sont officiels et avérés, d'autres existent via des relations suivies entre des membres de Nation et ces groupes ou via une double appartenance. Ces liens sont à tout le moins tolérés par la direction de Nation.

a) En Belgique

Au moins trois organisations entretiennent ou ont entretenu des liens particulièrement étroits avec Nation en Belgique : le Nationale Beweging, Les Éburons et Honneur & Nation/Alliance – Wallonie.

Issu du groupuscule Nieuw-Solidaristisch Alternatief (NSA), le Nationale Beweging est dirigé par Edouard Hermy, vétéran de la scène extrémiste de droite flamande et e.a. ancien du VMO. L'empreinte « nationaliste révolutionnaire » initiale et « solidariste » du mouvement est évidente. Le Nationale Beweging affirme ainsi se situer « à gauche » pour le travail et « à droite » pour les valeurs morales. Nombreux sont les indices d'extrémisme de ce mouvement. Par exemple, fin 2020, il a reçu le renfort de Carrera Neefs, une jeune élue exclue du VB après avoir déposé des fleurs sur la tombe du SS hollandais Willem Heubel. Autre exemple : le 13 septembre 2022, E. Hermy postait sur le site la reproduction d'une affiche des années 1930 avec le slogan « L'Union des fascismes fera la paix dans le monde ».

En 2019, *Nationale Beweging* et *Nation* ont proclamé leur « fusion » en vue de créer un mouvement « national ». En réalité, cette fusion demeure largement théorique même si tous les deux participent parfois à des actions communes (notamment contre la « dictature sanitaire » durant la crise de Covid-19) et entretiennent des relations cordiales. C. Neefs était ainsi présente lors du XIVème Congrès de Nation, le 11 septembre 2021, qui a vu le passage de flambeau par H. Van Laethem.⁴⁵

Via son organisation de jeunesse, Nation entretient des relations avec le groupe de musique National Socialist Hardcore, appelé Les Éburons. Le chanteur du groupe, qui a pour pseudonyme « Glenn Boréen », est membre du parti et était au début des années 2010 un des responsables de Jeune Nation. « Glenn Boréen » a également fait partie du service d'ordre de Nation. Le batteur des Éburons se cache quant à lui sous le pseudonyme de « Joholocaust ». ⁴⁶ Leurs CDs *Hiver Nucléaire* et *Nous voulons, nous sommes* sont accompagnés de citations de L. Degrelle.⁴⁷ Avec d'autres groupes, Les Éburons participent à des concerts « RAC » (*Rock Against Communism*) dont l'origine remonte aux années 1980 au Royaume-Uni, sous l'impulsion de la mouvance *Blood & Honor*. En février 2022, Les Éburons ont annoncé qu'ils verseraient la totalité des gains issus des ventes de leurs CDs « aux résistants ukrainiens du Bataillon Azov », une unité militaire ukrainienne très controversée, notamment accusée dans un passé relativement récent d'exécutions sommaires, de tortures et d'autres crimes de guerre, de références à la symbolique nazie et de recrutement dans les milieux néo-nazis, etc.⁴⁸

Fondé en 2019, le groupuscule français *Honneur&Nation/Alliance* a été démantelé en mai 2021 par les services de sécurité français à la suite d'un projet d'attentat déjoué contre une loge maçonnique en Moselle et contre le ministre de la Santé de l'époque, Olivier Véran. Entre-temps, en juillet 2020, Honneur&Nation/Alliance avait essaimé en Belgique, dans le Hainaut. Depuis sa fondation, le spin-off wallon de ce groupe compte quelques 10-15 personnes avec un noyau de membres ac-

45 Rapport du 14e congrès de Nation.

46 *Ibidem*.

47 *Ibidem*.

48 En 2022, si l'affiliation néo-nazie de ses chefs semble demeurer, il semble aussi que la composition de l'unité soit plus hétéroclite. Néanmoins, il y a peu de doutes que la présentation qui a été faite d'Azov dans les médias a guidé la décision des Éburons.

tifs de 5 personnes. Toutes appartiennent à la mouvance « Naziskin », font usage du langage codé néo-nazi (« 14 », « 88 », « Honneur et Fidélité », « Kameraden »,...) et échangent sur les réseaux sociaux des propos racistes, islamophobes, décomplexés et violents. La plupart sont liés au mouvement Nation. Certains sont passés par ses rangs et gardent des relations étroites ; d'autres en sont toujours membres, à commencer par le leader d'H&N/Alliance - Wallonie, surnommé « Duss ».⁴⁹

b) À l'étranger

Des liens avec des organisations extrémistes de droite ont aussi été tissés à l'étranger, principalement à l'initiative d'H. Van Laethem. On citera, e.a., sa participation, en mars 2018, à Genève, à un colloque intitulé « L'Europe nationaliste ». Organisé par le mouvement Résistance helvétique, cet événement voit aussi la participation des Italiens de Casa Pound et des Français de Bastion Social.

Le caractère extrémiste de Résistance helvétique, né en 2014, est illustré par ses références idéologiques, parmi lesquelles la reprise des fameux « fourteen words » du suprémaciste et néo-nazi américain David Lane,⁵⁰ l'admiration proclamée pour José Antonio Primo de Rivera (1903-1936)⁵¹ ou encore la reprise des thèses négationnistes de la Shoah.⁵² Résistance helvétique avait défrayé la chronique en 2018 pour avoir organisé des « rondes citoyennes » dans les quartiers des villes de Suisse romande à forte densité de personnes d'origines allochtones. En 2019, plusieurs membres de Résistance helvétique figuraient sur la liste des 350 extrémistes violents dressée par le Service de Renseignement de la Confédération (SRC).⁵³

Casa Pound est une organisation néo-fasciste italienne née en 2003. Comme pour Nation, son credo est *ni droite ni gauche* et la promotion d'une « troisième voie ». Ses responsables n'hésitent cependant pas à évoquer l'avènement d'un « fascisme du III^e millénaire ». Le mouvement a prospéré en partie grâce à un réseau de centres sociaux dans des villes italiennes. Connue pour ses occupations par la force d'immeubles affectés par les autorités aux migrants, Casa Pound mène également des actions violentes contre les groupes d'extrême gauche et antifascistes. C'est vraisemblablement Casa Pound qui a inspiré à Nation l'idée d'organiser des camps de jeunesse appelés « Camps Hobbit ».⁵⁴

Le Bastion Social est quant à lui un mouvement français issu du Groupe Union Défense (GUD). Tout comme le GUD, le Bastion Social s'est illustré par sa violence contre les personnes d'origine allochtone et des militants d'extrême gauche. Plusieurs procédures judiciaires ont été lancées contre des militants et plusieurs condamnations à des peines de prison ferme ont été prononcées par la Justice française en 2017 et 2018. Les discours de haine racistes et antisémites étaient récurrents chez les militants comme chez les dirigeants. Le Bastion Social a été dissous par décret le 24 avril 2019.⁵⁵

49 Simon Harys, « Des « terroristes » français néonazis liés à la Belgique ? » *Journal de RésistanceS*, 20 mai 2021, www.resistances-infos.blogspot.com.

50 « We must secure the existence of our people and a future for white children » (« Nous devons préserver l'existence de notre peuple et l'avenir des enfants blancs »). Cette citation est devenue le mantra de la mouvance suprémaciste blanche, d'abord en Amérique du Nord avant de se diffuser dans l'ensemble du monde occidental.

51 Le fondateur du parti fasciste de la *Phalange* qui jouera un rôle politique et militaire dans le coup d'Etat du Général Franco en mars 1936 et durant la guerre civile espagnole puis constituera une force politique indéniable sous la dictature franquiste.

52 A travers la promotion des œuvres de Maurice Bardèche ou de celles, plus contemporaines, d'Hervé Ryssen.

53 Antoine Harari, « Plongée dans la fachosphère romande », *Illustré*, 7 avril 2019, www.illustre.ch.

54 John Last, « How "Hobbits camps" Rebirthed Italian Fascism. » *Atlas Obscura*, 3 octobre 2017, www.atlasobscura.com.

55 Le groupe réapparaîtra assez rapidement sous une forme décentralisée, avec e.a. le groupuscule des Zouaves.

Les contacts extrémistes internationaux de Nation et de H. Van Laethem se déroulaient aussi à travers le parti paneuropéen APL, auquel Nation est immédiatement rattaché (cf. supra). Lors de son premier congrès, tenu à Bruxelles le 16 juin 2015, l'APL adopte un manifeste qui, à côté des proclamations d' « antisémitisme » et d' « anti-globalisme », de la volonté de créer une alliance de nations européennes souveraines organisées sur une base confédérale, du rejet de l'Union européenne, de l'OTAN, des Etats-Unis, affirme rechercher « la promotion de la riche diversité ethnique en Europe et dans le monde » et « refuser l'homogénéisation créée par le globalisme ». Parmi les responsables des formations membres de l'APL, plusieurs ont commis des actes de violence qui les ont amenés devant la justice, comme Pedro Chaparro, leader de Democracia Nacional, Ioannis Lagos, leader d'Aube Dorée, Roberto Fiore, leader de Forza Nuova. Dans un article publié sur son site web en 2021, l'APL se félicite de ce que ces dirigeants aient été condamnés à des peines de prison car ils se distingueraient ainsi des « partis populistes inféodés au système ». Cet article trouve un écho direct dans une publication parue peu après sur le site web de Nation, sous le titre « Les vrais résistants en Europe ». Ce texte est explicite sur ce qui sépare Nation et ses partis-frères de l'APL des formations populistes de droite radicale et apporte un élément supplémentaire sur l'ancrage extrémiste de Nation : « En Europe, il existe nombre de soi-disant organisations populistes dont le seul rôle est de servir de défouloir électoral pour les patriotes mécontents, mais sans être un véritable danger pour le système politique, qui les tolère en contrepartie. Et puis, il existe les véritables résistants au système politico-financier (...). Contre ces résistants, véritables mouvements nationalistes, le système n'hésite pas à utiliser une répression judiciaire injuste mais particulièrement ciblée ». ⁵⁶

Enfin, mentionnons les messages d'amitié et les salutations adressées par des responsables de groupes extrémistes étrangers à H. Van Laethem lors du XIV^{ème} Congrès de Nation (août 2021) qui voit ce dernier officiellement « passer le flambeau ». On trouve e.a. Yvan Benedetti, lequel a présidé la très antisémite Œuvre Française, dissoute en 2013, et a été le porte-parole du Parti Nationaliste français. ⁵⁷ Négationniste, il a été condamné plusieurs fois par la justice française. ⁵⁸ Après avoir annoncé sa candidature en vue de l'élection présidentielle française le 23 octobre 2021, Y. Benedetti bénéficie du soutien officiel de Nation. Le 19 octobre 2022, Y. Benedetti et H. Van Laethem ont échangé à nouveau sur leurs idées respectives lors d'un forum en ligne enregistré sur la chaîne YouTube de Nation.

6.5. Des actes de violence à caractère idéologique ou raciste

Plusieurs actes de violence à caractère idéologique ou raciste peuvent être repérés dans le chef de militants de Nation. Citons notamment l'agression commise à la Place du Luxembourg, à Ixelles, le 1^{er} juin 2015. Venus contre-manifester lors d'une manifestation de sans-papiers, six membres de Nation ont roué de coups et ont laissé pour mort une personne sans domicile fixe d'origine polonaise qui les avait interpellés. Le 17 février 2016, le tribunal correctionnel de Bruxelles a condamné les six auteurs à des peines de prison avec sursis et des amendes (cf. supra). ⁵⁹ Ce jugement était notamment motivé par le mobile de haine ayant inspiré l'attaque. ⁶⁰

⁵⁶ Nation, « Les vrais résistants en Europe », 22 juin 2022 – www.nation.be.

⁵⁷ Devenu Les Nationalistes.

⁵⁸ Il est le personnage central du livre « Mon cousin le fasciste », récit du journaliste Philippe Pujol (2017).

⁵⁹ Alors qu'un des prévenus fait appel de la décision du tribunal de première instance, la cour d'appel de Bruxelles confirme la décision dans un arrêt rendu le 27 janvier 2021.

⁶⁰ UNIA, qui s'était constituée partie civile dans ce dossier, explique sur son site web : « Le tribunal correctionnel de Bruxelles a estimé que les coups et blessures ont été motivés notamment par la haine et le mépris parce que les auteurs se sont trouvés face à une personne qui cristallisait des caractéristiques contre lesquelles ils militaient au sein du groupe Nation, à savoir l'origine, l'état de fortune/l'origine sociale et des supposées convictions politiques puisqu'ils étaient convaincus qu'ils se trouvaient face à un « gauchiste » selon leurs propres mots ».

6.6. La scission de 2019, un marqueur *a contrario* de l'extrémisme de Nation

Suite au désastre électoral subi par Nation lors du scrutin multiple du 26 mai 2019, le mouvement connaît sa plus grande scission avec la création du PNE (cf. *supra*). Ces dissidents ont en commun de vouloir « dédramatiser » l'image de l'extrême droite francophone et d'en faire une force politique « respectable », suivant ainsi le modèle de la transformation du Front national par Marine Le Pen en France. Ils partagent également la volonté d'ancrer la nouvelle formation dans le jeu électoral et accusent H. Van Laethem de ne jamais avoir sérieusement engagé Nation dans la recherche de mandats électifs.

Miné par les dissensions internes, le PNE finit par s'inféoder au dernier venu de l'extrême droite en Belgique francophone, le parti Chez Nous, aux ambitions électorales clairement affirmées, confirmant ainsi la recherche de « dédramatisation » poursuivie par une partie des anciens cadres et militants de Nation.

La création du PNE et son allégeance ultime à Chez Nous, articulées sur l'enjeu de la rupture avec le côté « militant de rue » de Nation ainsi que l'adoption d'une démarche davantage électoraliste constituent bien un marqueur *a contrario* de la dimension extrémiste de Nation.

7. Conclusion

Alors que l'extrême droite belge francophone est exsangue depuis plusieurs décennies, le parti Nation parvient à se maintenir dans le paysage politique depuis plus de vingt ans. Cet article a analysé la capacité de survie de Nation en interrogeant la nature hybride qui le caractérise, à cheval entre participation électorale et activisme traditionnel, d'une part, et extrémisme de droite, d'autre part.

Si l'analyse du développement électoral de Nation ne laisse aucun doute quant à la marginalité qu'il connaît sur ce plan, cette recherche a démontré l'extrémisme de Nation à travers une série de marqueurs : son idéologie, sa communication, les « dérapages » de ses cadres et de ses membres, ses liens avec l'extrémisme politique en Belgique et à l'étranger, son rapport désinhibé à la violence et les querelles intestines qu'il connaît. Concrètement, cette étude a mis en évidence la profonde inspiration anti-démocratique et l'hostilité de Nation à l'égard de l'ordre légal et constitutionnel actuel. Malgré les tentatives de modération de ses discours à travers le temps (et bien que celles-ci soient nettement moins poussées que dans d'autres partis, comme le VB⁶¹), l'activisme de Nation relève bien de l'extrémisme politique selon la conception d'A. Pirro mais aussi au sens de la loi organique des services de renseignement et de sécurité du 30 novembre 1998.

En démontrant à quel point une organisation politique se situant à la droite de la droite peut revêtir un caractère hybride, cet article propose de décroiser la compréhension de phénomènes liés à l'extrême droite – au sens générique du terme – et de mieux saisir les interpénétrations entre eux. A priori, bon nombre d'organisations revêtent ainsi une nature hybride et cette dernière peut expliquer la survie dans le temps d'un parti dont les performances électorales sont pourtant marginales.

Cet article ouvre enfin un agenda de recherche en proposant d'élargir l'étude à d'autres cas, notamment au-delà des frontières belges, et en suggérant d'analyser empiriquement les liens de causalité entre la nature hybride d'une organisation et la capacité de survie de celle-ci. ●

61 À ce propos, cf. Benjamin Biard, « Le Vlaams Belang », in *Les partis politiques en Belgique*, ed. Pascal Delwit et Émilie Van Haute (Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2021) 397-398.

BIBLIOGRAPHIE

- Arlow, Jonathan. « Antifa without fascism: the reasons behind the anti-fascist movement in Ireland. » *Irish Political Studies* 35, no. 1 (2020): 115-137.
- Biard, Benjamin. « L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019). » *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2420-2421, (2019).
- Biard, Benjamin. « La lutte contre l'extrême droite en Belgique II. Cordon sanitaire médiatique, société civile et services de renseignement. » *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2524-2525, (2021).
- Biard, Benjamin. « Le Vlaams Belang », in *Les partis politiques en Belgique*, ed. Pascal Delwit et Émilie Van Haute. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2021, 397-419.
- Biard, Benjamin et Jean Faniel. « L'extrême droite aux élections du 26 mai 2019 : toujours ce paradoxe belge... », *Les@nalyses du CRISP en ligne*, 1er juillet 2019, www.crisp.be.
- Blaise, Pierre. « Les résultats des élections législatives du 13 juin 1999. I. La Chambre et le Sénat. » *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 1653-1654, (1999).
- Blaise, Pierre, Vincent de Coorebyter, Jean Faniel et Caroline Sägesser. « La préparation des élections régionales, communautaires et européennes du 7 juin 2009. » *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2022-2023, (2009).
- Blaise, Pierre, Vaïa Demertzis, Jean Faniel, Cédric Istasse et John Pitseys. « La préparation des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018. » *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2381-2382, (2018).
- Bruxelles - Zone Antifasciste, <https://bxlzoneantifasciste.wordpress.com>.
- Camus, Jean-Yves et Nicolas Lebourg. *Les Droites Extrêmes en Europe*. Paris : Le Seuil, 2015.
- Copsey, Nick. *Anti-fascism in Britain*. 2^e ed. Londres : Routledge, 2017.
- De Jonge, Léonie. « The curious case of Belgium: why is there no right-wing populism in Wallonia ? » *Government and Opposition* 56, no. 4, (2020): 598-614.
- De Wever, Bruno. « Mouvements de Jeunesse. » *Belgium WWII*, www.belgiumwwii.be.
- Harari, Antoine. « Plongée dans la fachosphère romande. » *Illustré*, 7 avril 2019, www.illustre.ch.
- Harys, Simon. « Un dirigeant de Nation célèbre la naissance, il y a 131 ans, d'Adolf Hitler. » *Le Journal de RésistanceS*, 21 avril 2020, www.resistances-infos.blogspot.com.
- Harys, Simon. « Des « terroristes » français néonazis liés à la Belgique ? » *Journal de RésistanceS*, 20 mai 2021, www.resistances-infos.blogspot.com.
- Harys, Simon. « Nouveau concert néonazi en Flandre le 10 septembre. » *Journal de RésistanceS*, 31 août 2022, www.resistances-infos.blogspot.com.
- Igounet, Valérie. *Le Front national. De 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées*. Paris: Seuil, 2014.

- Last, John. « How “Hobbits camps” Rebirthed Italian Fascism. » *Atlas Obscura*, 3 octobre 2017, www.atlasobscura.com.
- Lebourg, Nicolas. « Qu'est-ce que le nationalisme révolutionnaire ? » *Fragments sur les Temps Présents*, 7 juin 2013, www.tempsresents.com.
- Mudde, Cas. *The ideology of the extreme right*. Manchester: Manchester University Press, 2002.
- Mudde, Cas. *The far right today*. Cambridge: Polity Press, 2019.
- Nation, www.nation.be.
- Pirro, Andrea. « Far right : the significance of an umbrella concept. » *Nations & Nationalism*, (2022).
- Schiffino Nathalie, Olivier Paye, Vincent Legrand, Jérôme Jamin, Thierry Balzacq et Pierre Baudewyns, *Fondements de science politique*, 2e ed. Louvain-la-Neuve : De Boeck, 2022.
- UNIA, www.unia.be.